

Shawn McHale
George Washington University
Washington, DC États- Unis
mchale@gwu.edu
Communication faite pour le Colloque Maghreb-Indochine
Université de Québec à Montréal
3-4 octobre, 2014

« Repenser le rôle des supplétifs dans les guerres d'Indochine et d'Algérie:
Revendications identitaires et quête d'autonomie, 1945-62. »

Introduction:

On affirme souvent que les luttes de décolonisation, comme en Indochine et en Algérie, ont joué un rôle-clé dans la construction du tiers-mondisme. Les conflits violents de ces deux pays, nourris, dit-on, par un nationalisme ardent, ont été des phares pour les pays non alignés d'Asie et d'Afrique. Or, pour les nouveaux états du Vietnam et de l'Algérie, la “nécessité” de commémorer la fondation de ces nouveaux états conduit les historiens de ces pays à occulter la complexité et le traumatisme de la guerre. Les histoires officielles vietnamiennes, par exemple, encadrent l'histoire de ce conflit dans une interprétation à la fois nationaliste et léniniste qui insiste sur le rôle dirigeant du parti communiste.¹ Si l'on en croit, par exemple, l'analyse de Mohammed Harbi, l'histoire officielle algérienne est atteinte de pareilles scléroses. Dans l'optique de l'histoire officielle de ces deux pays, les supplétifs, ou soldats auxiliaires qui ont collaboré avec la France, sont traîtres à la Patrie. Même pour certains historiens qui travaillent en dehors du Vietnam ou de l'Algérie, le choix des supplétifs de lutter aux côtés de la France pourrait sembler difficile, voire impossible, à comprendre. Qui, après tout, pourrait être opposé à sa propre libération? Au lieu d'étudier ces soldats auxiliaires, il est plus facile de les oublier.

Mais ces supplétifs sont-ils à tel point oubliables? Si toute histoire est rétrospective, on peut essayer d'inclure un élément « prospective » dans notre analyse de l'utilisation des forces supplétives dans les guerres d'Indochine et d'Algérie. Le choix de ces soldats auxiliaires de travailler pour la France implique, bien sûr, une réflexion sur les enjeux de la souveraineté et sur la puissance et les limites des nationalismes algérien et vietnamien.

Pour mieux comprendre le rôle des forces supplétives dans ces guerres, il est utile de « désagrèger » la nation. Si nous concentrons notre analyse à l'échelle de la province

¹ Au Vietnam, la publication de toute publication doit être autorisée par l'état. La censure des sujets sensibles, comme les relations ethniques ou la subversion pendant la guerre, est strictement contrôlée. Pour cette raison, l'historiographie vietnamienne sur la période suivant 1945 a fait peu de progrès. Le travail *historique* le plus intéressant sur les deux guerres française et américaine se fait en dehors du Vietnam.

ou district, on peut mieux comprendre la dynamique de violence qui n'a rien, parfois, en commun avec les luttes politiques à l'échelle nationale. Dans ces remarques sur le Viêt Nam, par exemple, je porte beaucoup d'attention au delta du Mékong, où (par exemple) les conflits ethniques entre khmers et vietnamiens jouaient un rôle important. Cependant, ces conflits avaient peu d'importance à l'échelle nationale. En Algérie, le régionalisme et les luttes locales ont aussi joué un rôle primordial dans la guerre.

Ces guerres se déroulaient dans les climats d'insécurité. Dans le delta du Mékong, les chocs de 1944 et de 1945, comme l'effondrement de l'état japonais, la chute dans la récolte du riz, ainsi que l'existence d'« une population flottante » des sans-emploi étaient tous des amorces (« primes ») ayant déstabilisé le monde rural du delta du Mékong. Dans ce contexte de déstabilisations, il était donc plus facile de s'engager dans la voie de la violence et, pour les Français, d'expérimenter dans leur stratégie. L'Algérie a, elle aussi, subi de durs chocs en temps de guerre. L'impact militaire sur le pays était énorme. L'armée a regroupé trois millions d'habitants, conduisant, dans l'analyse de Bourdieu et Malek sur la Kabylie, à la « contagion » et au « déracinement »: « De tous les bouleversements que la société rurale algérienne a subis entre 1955 et 1962, ceux qui ont été déterminés par les regroupements de population sont, sans aucun doute, les plus chargés de conséquences à long terme. »² Il va sans le dire que ces chocs ont joué un rôle dans les ruptures des liens sociaux à la base des sociétés vietnamienne et algérienne.³

Une note finale. Je ne prétends pas être un expert sur l'armée française. Mes recherches portent sur l'histoire vietnamienne, surtout du vingtième siècle, et surtout du côté vietnamien. Mais pour comprendre la guerre d'Indochine, il était préférable de mieux saisir l'héritage de Vichy sur l'armée française, et l'imbrication de cette armée dans la politique du delta après 1945. Suivant cette piste, je me suis rendu compte qu'au début de la guerre d'Indochine, l'armée française était faible et en mauvais état – un point qui ne sera pas négligé dans cette communication, parce qu'il est lié à l'utilisation des supplétifs.

Certains chiffres clés . . .

Avant d'aborder le sujet des supplétifs, il faut les mettre en contexte. On pourrait dire, sans trop d'exagération, qu'en matière d'effectifs, l'armée en Indochine était une structure hybride de l'armée métropolitaine, l'armée coloniale, et la Légion Étrangère, elle-même composée, à l'époque, de ressortissants des territoires anciennement sous contrôle nazi ou fasciste (Allemagne, Ukraine, Italie, etc.). Fait important: durant la guerre d'Indochine, les soldats français – et surtout les Français métropolitains -- constituaient une minorité parmi les soldats servant sous le drapeau français.

² Sur les effets de la guerre en Kabylie, voir Pierre Bourdieu et Abdelmalek Sayad, « Paysans déracinés: bouleversements morphologiques et changements culturels en Algérie, » *Études rurales* 1(1964), 56.

³ Bourdieu et Sayad, « Paysans déracinés », 58.

Encore plus significatif: côté français, il est presque certain que plus de supplétifs que de français sont morts dans le conflit. Sur les 112 032 qui sont « morts pour la France »⁴ en Indochine, ou simplement morts pendant le conflit en luttant aux côtés de la France, 42 481, ou 38 pour cent, étaient supplétifs ou soldats dans les armées des États Associés à l'Indochine, et 26% étaient soldats « réguliers » originaires de l'Indochine. Seulement 18 015, ou 16 pour cent, étaient de pleine nationalité française.⁵ Si l'on accepte l'estimation provisoire de Christopher Goscha que 400 000 sont tombés dans la guerre (civils et militaires confondus), *on pourrait facilement calculer qu'en Indochine, les morts des Français métropolitains auraient été d'environ 4 à 5% du total, et donc, les autres, de 95 à 96%.*

La composition des effectifs dans l'armée en Algérie différerait sensiblement de l'armée en Indochine: une hausse dramatique dans le pourcentage des Français métropolitains, et une diminution du rôle des Légionnaires et des “indigènes.” Il semble que la guerre d'Algérie ait été moins meurtrière que celle d'Indochine. Guy Pervillé, basant ses conclusions sur les études de Xavier Yacono et Charles-Robert Ageron, suggère que les morts totales parmi les Algériens, civils et militaires confondus, étaient “vraisemblablement inférieures à 300 000, voire à 250 000.”⁶ (Sylvie Thénault estime un total de morts algériens “en deçà des trois cent mille”.)⁷ Quant aux pertes militaires du côté français, la Ministère de la Défense donne un chiffre de 25 208,⁸ duquel j'estime qu'environ 18 752 était les soi-disant “français de souche.”⁹ Or, un constat s'impose: les chiffres pour les harkis morts dans le conflit ne sont pas fiables et sont, certainement, sous-estimés. Tout comme en Indochine, il est probable que plus de supplétifs, que de

⁴ Tout militaire, quelle que soit sa nationalité, est considéré admissible pour l'attribution de la mention « mort pour la France » si « la cause du décès est la conséquence directe d'un fait de guerre.”

⁵ Il n'y a guère de consensus sur le nombre de morts. J'utilise les chiffres de Michel Bodin, que Christopher Goscha examine dans “Casualties,” *Historical Dictionary of the Indochina War* (Copenhagen and Honolulu: NIAS/ Hawaii, 2011). À la fin de la guerre, l'armée a donné des chiffres différents. Voir État-Major Interarmées et des Forces Terrestres, “Récapitulation des pertes en Indochine de 1945 au cessez-le-feu.” Saïgon, le 12 novembre 1954, *État des Pertes*, Salle des Inventaires, Service Historique de la Défense, Vincennes, France. Cette source estime que 10,390 français sont tués en combat (et non pas par accident). Il faut cependant noter que cette dernière source donne un chiffre très élevé de 56 053 “disparus,” qui doit inclure des soldats qui sont morts dans les camps de prisonniers Viêt Minh.

⁶ Guy Pervillé, “La guerre d'Algérie parmi les guerres françaises du XXème siècle: essai de bilan (2000)” http://guy.perville.free.fr/spip/article.php3?id_article=64. Il faut souligner que d'autres historiens donnent des chiffres plus élevés.

⁷ Sylvie Thénault, *Histoire de la guerre d'indépendance algérienne* (Paris: Flammarion, 2005), 265.

⁸ J'ai fait le calcul en me basant sur les fiches de pertes en Algérie de 1954 à 1962, provenant de la base de données “Mémoire des Hommes” (<http://www.memoiredeshommes.sga.defense.gouv.fr/fr/article.php?larub=14&titre=guerre-d-algerie-des-combats-du-maroc-et-de-la-tunisie>).

⁹ Des 25 208 morts officiellement recensés, 4 545 étaient supplétifs ou soldats musulmans, et 1 911 étaient engagés volontaires dans la Légion Étrangère (et non des officiers), ce qui laisse 18 752 Français. Pour le chiffre des pertes Légionnaires, voir Martin Windrow, *French Foreign Legion: Infantry and Cavalry Since 1945*, 43.

Français, sont morts en Algérie à cause de la guerre.¹⁰ Si l'on accepte une estimation provisoire que le total des pertes dans la guerre d'Algérie, y compris du côté français, est de 275 000 à 325 000, on voit que les morts des français métropolitains en Algérie auraient été d'environ 5.8% à 6.8% du total, et les autres, 93.2 à 94.2 %.

Les supplétifs en Indochine/ Vietnam : Traîtres à la Patrie?

La lutte anticoloniale vietnamienne, comme son homologue algérienne, est souvent représentée en tant que revendication nationaliste de toute la population contre le pouvoir colonial français. Dans cette optique, le choix des habitants en temps de guerre était simple: lutter avec la Résistance, s'abstenir de la politique, ou choisir le camp du gouvernement. Dans l'histoire officielle vietnamienne, l'utilisation française des supplétifs est décrite comme une « ruse » (*thủ đoan*) ou complot (*âm mưu*), et ces auxiliaires sont appelés, péjorativement, des « laquais » (*tay sai*), « dupés » par les français et traîtres (*Việt gian*, pour les vietnamiens, *Miên gian* pour les khmers) à la Patrie. Les traces de ce discours s'infiltrèrent des histoires françaises et américaines de la guerre. Mais une question s'impose: traître envers qui?

Je pose cette question parce que la guerre d'Indochine, comme celle d'Algérie, n'était pas simplement une lutte nationaliste. Elles étaient, à la fois, une guerre civile et une guerre contre le gouvernement français. Un conflit larvé éclata pendant l'été de 1945, avec d'âpres luttes entre adversaires. La France commença à rétablir sa présence militaire en Indochine en octobre 1945, mais ne pouvait pas maîtriser la situation. La guerre civile s'est donc développée dans ce contexte, créant ce que François Guillemot appelle la « fracture vietnamienne » qui divisait les soi-disant nationalistes en ailes communistes et anticommunistes.¹¹ Dans le nord, centre, et sud du pays, le Việt Minh et ses rivaux mirent sur pied des comités d'assassinat, ciblant les rivaux politiques (trotskystes, nationalistes non-communistes, Cao Đài, Hòa Hảo, etc), et emprisonnant des milliers de vietnamiens. Dans les deux premières années de la guerre (1945-1947), le Việt Minh, sous la direction du Parti communiste, était le mouvement politique vietnamien le plus fort, néanmoins il devait rivaliser avec ses rivaux et les Français.

Dans ce contexte, le choix des villageois et des nationalistes non communistes de nouer des alliances tactiques avec les Français en constituant des postes d'autodéfense, ou alors de devenir « supplétifs », ne peut être compris dans le seul cadre de la trahison (ou non) du mouvement national et révolutionnaire. Il était, souvent, une mesure de protection contre le Việt Minh. Dans cette guerre sans fronts, ou la démarcation entre « ami » et « ennemi » était souvent floue, les « traîtres » se sont transformés en « alliés » à maintes reprises. Qui plus est, une alliance tactique avec les Français pourrait, à long

¹⁰ J'inclus les supplétifs qui sont massacrés après les accords d'Évian, puisqu'ils sont morts à cause de la guerre.

¹¹ Guillemot, « Au cœur de la fracture vietnamienne: L'élimination de l'opposition nationaliste et anticolonialiste dans le Nord du Viet Nam (1945-1946), » dans Christopher Goscha et Benoît de Tréglodé, eds., *Naissance d'un État-Parti/ Birth of a Party State: Vietnam Since 1945* (Paris: Les Indes Savantes, 2004), 209.

terme, aider le processus de l'indépendance: en Indochine, certains groupements politico-religieux et nationalistes, comme le Cao Đài ou Hòa Hảo dans le sud, "collaboraient" avec la France, mais cette collaboration, marquée par un manque de confiance entre les deux camps, résultait dans une autonomie accrue pour les territoires sous contrôle de ces mouvements et ---fait important --- une baisse du nombre de morts dues à l'armée française.

La « nécessité » française d'utiliser les supplétifs dans la guerre d'Indochine: Une question, néanmoins, se pose: si l'utilisation des supplétifs aboutissait à une autonomie accrue de certains territoires, et un lent effritement du pouvoir français, quelle était sa logique? Cette question est capitale. La réalité est qu'au début de la guerre, la France avait peu de choix.

Ce manque d'alternatives était évident. Durant la guerre d'Indochine, la France n'instaura jamais la conscription militaire. En 1945, l'armée française, même si elle participa dans la libération d'Italie et de la France, devait faire face à de multiples défis. D'emblée, l'héritage de Vichy a lourdement pesé sur l'armée: comme le souligne Julie Le Gac, jusqu'à 1950, "l'épuration a touché à divers degrés 7 833 cadres de l'armée française."¹² Le prestige de l'armée en pâtissait, et peu de Français étaient volontaires pour l'Indochine. La France a dû affronter ce que Michel Bodin appelle une « crise continue » d'effectifs, parce que peu de citoyens français se sont engagés dans les formations destinées à l'Indochine. Ce déficit devait, de ce fait, être comblé.¹³

Face à un manque de volontaires français métropolitains, l'armée est obligée de trouver ses effectifs ailleurs, y compris dans les camps de "DP" (Displaced Persons) en Autriche, Italie, France, et Allemagne. En outre, avant l'année 1947, la France refusait d'envoyer des soldats noirs ou maghrébins en Indochine. Le Général Leclerc affirma en septembre 1945 que l'envoi des soldats noirs serait une "catastrophe" qui pourrait "mettre le feu aux poudres."¹⁴ Ce n'est qu'en 1947 que les premiers soldats maghrébins et africains sont envoyés en Indochine. Faute d'effectifs, donc, l'armée a "résolu" ses problèmes en s'appuyant sur la Légion, les "volontaires" venant des colonies d'Afrique et du Maghreb, et les indigènes en Indochine.

Outre le problème du « déficit français », ou manque de volontaires métropolitains, un autre déficit a entravé l'état de préparation militaire: les crises budgétaires en France en 1945, 1946, et 1947. Il ne serait pas excessif de dire que pendant les premières années de la guerre, le Corps expéditionnaire était un Corps pauvre. Démunis de matériel, d'hommes, et d'autres ressources, il n'était pas capable de surmonter les défis de la guerre. Face à la double crise d'effectifs et de budget, le Corps expéditionnaire arma ce qu'il appelait, au début de la guerre (1945-1946), des "partisans" (en vietnamien, *phac-ti-san*) et plus tard des "supplétifs" qui luttèrent en collaboration avec des officiers français. Compte tenu des faiblesses de l'armée française, le rôle des

¹² Julie Le Gac, *Vaincre sans gloire: Le Corps Expéditionnaire Français en Italie (novembre 1942-juillet 1944)* (Paris: Belles Lettres/ Ministère de la Défense, 2013), 175.

¹³ Une exception: les conscrits dans la nouvelle armée vietnamienne à partir de 1951.

¹⁴ Lettre de Leclerc, 24 septembre 1945, cité par Bodinier, *Le retour de la France en Indochine*, 66.

supplétifs, souvent des minorités ethniques, s'avérait essentiel. Par exemple, au début de la guerre, le rôle des khmers (Cambodgiens) était important dans les luttes contre le Việt Minh au sud du Vietnam (en Cochinchine). Le nombre de supplétifs va s'accroître: de 5 000 en 1946, 41 900 en 1950, 51 721 au 1er mai 1954 (auquel on doit ajouter 41 078 supplétifs dans l'armée vietnamienne).

La collaboration des khmers avec la France n'est pas difficile à comprendre, puisque les khmers avaient, souvent, une antipathie à l'égard des vietnamiens, cette dernière étant fondée sur des différends historiques. Mais le soi-disant "collaboration" entre certains groupements politico-religieux et nationalistes comme le Cao Đài et le Hòa Hảo, d'un côté, et la France, de l'autre côté, est plus complexe et demande à être expliqué. Elle est le produit du conflit sanglant qui divisait le camp nationaliste entre 1945 et 1947, mettant ces groupements en danger. En temps de crise, ces groupements choisissent de collaborer avec la France – mais une collaboration dans laquelle ces groupements disposent d'une grande autonomie. (Ce modèle est même suivi par les Catholiques dans leurs Unités Mobiles de la Défense de la Chrétienté.) Farouchement opposés aux communistes à partir de 1947, ces groupements étaient à la racine de la victoire française dans le delta du Mékong.

Si je prête beaucoup d'attention au début de la guerre d'Indochine, c'est parce que ce début a fortement influencé l'utilisation des forces supplétives durant la totalité de la guerre. Au commencement de la guerre, la France manquait de stratégie claire: elle improvisait. L'écrivain vietnamien Sơn Nam, parlant de la Seconde Guerre d'Indochine (1965-75), a décrit le Vietnam comme "un laboratoire de guerre."¹⁵ En fait, l'Indochine est devenue un lieu d'expérimentations de stratégies et de tactiques. Les "expériences" de l'armée ont parfois réussi, mais il y avait également des échecs.

L'utilisation des soldats auxiliaires avait, parfois, un aspect de bricolage, et l'armée était le bricoleur en chef. Ce que Claude Lévi-Strauss note du bricoleur -- que «la règle de son enjeu est de toujours s'arranger avec les 'moyens du bord', c'est-à-dire un ensemble à chaque instant fini d'outils et de matériaux, hétéroclites au surplus"¹⁶ -- est fidèle en tant que description du travail effectué par les officiers en charge des relations avec les "sectes." On a l'impression, particulièrement au début de la guerre, que l'armée française, en crise budgétaire, était obligée de faire au mieux avec ce qu'elle trouve sur le terrain, faute d'alternatives.

Il n'existait pas de modèle unique pour l'usage des supplétifs. Dominique de la Motte, par exemple, était chef d'un commando de cambodgiens et vietnamiens. Le commando était encadré par des officiers et sous-officiers français mais ses dépenses sont couvertes par une plantation d'hévéas, dont il assurait la défense.¹⁷ Par contre, dans le delta du Mékong, le personnel des postes d'autodéfense était rémunéré et sous la légère

¹⁵ Sơn Nam, *Nguoi Viet co dan toc tinh khong?* [Est-ce que les vietnamiens ont une identité nationale?]. Saigon: An Tiem, 1969), 62.

¹⁶ Claude Lévi-Strauss, *La Pensée sauvage* (Paris: Plon, 1960), 27.

¹⁷ Voir Dominique de la Motte, *De l'autre côté de l'eau: Indochine, 1950-1952* (Paris: Tallandier, 2009).

supervision de l'armée française. Cependant, certains supplétifs échappaient à tout contrôle. Les forces armées des mouvements politico-religieux dans le delta du Mékong (comme le Cao Đài) n'étaient pas encadrés par des Français. Ces groupements autonomes, armés et parfois payés par l'armée française, ne supportaient presque aucune ingérence dans leurs affaires internes. Enfin, il semble que les relations entre les Unités Mobiles de Défense de la Chrétienté (UMDC) fussent assez tendues.

Il serait logique de conclure que le manque d'encadrement français était à la base des problèmes de discipline rencontrés avec les supplétifs, comme les massacres et assassinats. Il est évident, par exemple, que les supplétifs Hòa Hảo, "fanatique" selon des officiers français dans les batailles¹⁸, se livraient (en avril et mai 1947) à la boucherie des Việt Minh. Il est aussi vrai que parmi ce mouvement se trouvaient des gens qui se livraient au racket et aux exactions. S'il était logique de condamner cette indiscipline, il n'est pas évident que le manque d'encadrement français en fût la cause. Il me semble que la Légion était pire: au lieu des exactions, la Légion se livrait régulièrement à des viols et des massacres.¹⁹

L'importance des supplétifs variait selon la région d'Indochine. Ils ont joué un rôle primordial dans certaines régions, comme la Cochinchine; néanmoins, ce ne fût pas le cas dans d'autres. Ce constat souligne la nécessité de « désagrèger la nation » : comprendre les différences entre régions, certes, mais aussi de préciser l'échelle spatiale de l'analyse. Si, à l'échelle nationale, le choix de supplétifs de s'allier avec la France pouvait donner l'impression que ces auxiliaires soutenaient la France et sa politique, à l'échelle locale, la réalité était plus complexe, et les rivalités locales influençaient le choix du « patron».²⁰ Allant plus loin, on pourrait étudier les guerres d'Indochine et d'Algérie comme assemblages de "micro-guerres." Dans cette perspective, on voit que la France a réussi dans la répression du Việt Minh quand elle pouvait exploiter les rivalités politiques, tribales, ethniques et religieuses que ce soit l'échelle provinciale ou régionale.

Or, la France se retrouvait devant un paradoxe: la stratégie militaire la plus efficace dans la répression du Việt Minh était, en même temps, celle qui renforcerait la puissance des "seigneurs de la guerre" qui collaboraient avec la France. Autrement dit, cette stratégie affaiblissait l'État français. Les territoires sous contrôle de forces supplétives politico-religieuses, comme les Cao Đài et Hòa Hảo (et même des Catholiques) devenaient, au fil du temps, des "mini-états," comme le suggère Bui Nhung, en 1952:

¹⁸ Troupes françaises en Indochine du Sud. Mission de Liaison auprès des forces Hoa Hao. Le Chef de Bataillon FOURNIER. Rapport sur le Bulletin de renseignements nr. 4.879 des T.F.I.S. en date du 21 Août 1948. Le 11 Septembre 1948.

¹⁹ Sur la Légion et ses pratiques, voir le livre de l'anticommuniste Henry Ainley, *Légionnaire en Cochinchine*. Ainley était dégoûté par les pratiques des soldats et officiers, comme les soi-disant "friendly rapes." Henry Ainley, *In Order to Die* (London : Burke, 1955).

²⁰ Comme l'affirme Stathis Kalyvas dans son livre sur la guerre civile: "almost every macrohistorical account of civil war points to the importance of preexisting popular allegiances for the war's outcome, yet almost every microhistorical account points to a host of endogenous mechanisms, whereby allegiances and identities tend to result from the war or are radically transformed by it." Stathis Kalyvas, *The Logic of Violence in Civil War* (Cambridge: Cambridge University Press, 2006), 3.

Dans le sud, il faut fusionner immédiatement les «mini-Etats» (*Tiểu Quốc gia*) des petits empereurs Leroy, Ba Cụt, Bay Vien, Tran Van Soai dans le cadre de l'état existant du Vietnam, afin d'éviter la situation dans laquelle nos compatriotes sont contraints de vivre dans les «mini-Etats» où l'injustice et la peur règnent, et qui ne protègent ni la vie ni la propriété, parce que les "petits empereurs" ont le droit de vie et de mort entre leurs mains.²¹

Comment évaluer l'importance des supplétifs en Indochine ? Provisoirement, on pourrait conclure qu'au début de la guerre, l'utilisation des supplétifs par les Français en Indochine était, paradoxalement, due à l'*impuissance* de l'état et l'armée français. Mais même si la France était assez faible, elle l'était moins que ses rivaux nationalistes, eux-mêmes se livrant à des luttes internes acharnées. Dans ce contexte, la France choisit une stratégie qui, à court terme, était brillante: diviser les rivaux au sein du mouvement nationaliste. Malgré le fait que cette stratégie réussit à court terme, elle contribuait à long terme au lent effritement de l'état français dans les zones rurales. La raison est simple: en divisant la résistance vietnamienne, la France devait permettre à ses "alliés" dans les "sectes," et même parmi les catholiques, une grande autonomie dans les secteurs sous leur contrôle. Et il existait un autre problème particulier au delta du Mékong : en attisant la xénophobie entre vietnamiens et khmers, il devenait plus difficile pour un futur état de s'imposer sur tous les habitants de la région. La France a poursuivi, avec ses moyens limités, une guerre, mais son but, semble-t-il, était moins de gagner politiquement et militairement (chose impossible) que . . . de ne pas perdre.

Le Cas de l'Algérie : Si la France inaugure l'utilisation des supplétifs en Indochine à cause de son *impuissance*, et « bricola » au début sa stratégie envers le Việt Minh, cette analyse est-elle convenable pour l'Algérie ? Pas exactement. Si, de 1945 à 1947, les officiers étaient des « bricoleurs » faisant leur mieux face aux Việt Minh, la situation a bien changé en 1954. Au début de la guerre d'Algérie, la France, malgré sa défaite en Indochine, était plus forte qu'en 1945. Les officiers étaient beaucoup plus expérimentés qu'en 1945. En Indochine, face au manque d'effectifs, l'armée devait improviser; en Algérie, par contre, la France commença la guerre avec une idée plus claire quant à la stratégie à suivre. Elle a procédé à la conscription des Français métropolitains pour augmenter les effectifs dans l'armée. Le nombre total des appelés qui ont servi en Algérie est impressionnant: 1 419 125.²² Malgré l'importance écrasante des soldats réguliers, les supplétifs jouaient un rôle important, et ont atteint, à leur apogée, "entre 100 000 et 150 000 auxiliaires sous les armes au même moment."²³ Mais si l'état et l'armée français étaient plus forts, ils devaient faire face à la même faiblesse: l'incapacité de répondre rapidement et d'adresser efficacement les revendications politiques des Algériens.

²¹ Bùì Nhung, *Thối nát: hồi ký* [Corruption: une mémoire] (Saigon: XXXX), 188-9. À la fin de 1952, Bùì Nhung travaillait dans la bureaucratie du gouvernement vietnamien.

²² *Journal Officiel de l'Indochine Française*, 4 août 1986, p. 2469.

²³ François-Xavier Hautreux, *La guerre d'Algérie des harkis 1954-1962* (Paris: Perrin, 2013), 256.

Au centre de cette incapacité se trouvait une institution – l’armée française. Cependant, cette institution n’agit pas d’une seule et unique volonté. Côté opérationnel, la pratique de la guerre en Algérie montrait – en partie -- une prolongation de la stratégie pratiquée par certains officiers en Indochine. Les officiers expérimentés (comme les généraux Salan, Massu, et Lorillot, ou les colonels Marcel Bigeard et Yves Godard), et beaucoup de sous-officiers, ont presque tous passé des années en Indochine et puisaient dans leurs expériences indochinoises. (Certains officiers comme Trinquier et Lacheroy sont devenus bien connus pour leurs écrits sur la guerre contre-révolutionnaire.) Mais l’histoire qui considère l’Algérie comme l’aboutissement d’un processus commencé en Indochine, ou comme l’application systématique de la théorie de la guerre contre-révolutionnaire, est simplificatrice.²⁴ Par exemple, en Algérie, le regroupement est utilisé d’une ampleur jamais connue en Indochine. Le contrôle de la population était plus systématisé. En même temps, l’armée n’a pas réussi à minimiser les « pathologies » de la guerre d’Indochine – utilisation de la torture, du viol, des incendies de villages, massacres – que l’on retrouvait en Algérie, et qui ont sapé la stratégie contre-révolutionnaire.

En Algérie, une leçon de l’Indochine était claire: il fallait éviter de donner trop d’autonomie aux supplétifs dans les autodéfenses ou commandos. Pour cette raison, en Algérie, la grande majorité des supplétifs étaient encadrés par des officiers français, ce qui n’était pas le cas en Indochine.

En Indochine, les paysans s’engageaient en tant que supplétifs pour de multiples raisons, telle que la protection contre la violence Viêt Minh. En Algérie, la question de l’engagement des supplétifs harkis est particulièrement sensible, étant donné leur rôle dans la guerre, les massacres des « collaborateurs » en Algérie après l’indépendance, et leur réception en France. Dans un livre récent, François Hartreux adresse cette question. Il se méfie des explications simplistes, comme l’argument, souvent exprimé en France, que les harkis se sont engagés à cause du patriotisme. Si l’argument “n’est pas sans fondement,” Hartreux s’interroge: “que signifie alors pour ces hommes ‘la patrie’, ou même la France, alors que le monde se limitait à leurs yeux à ce qu’ils voyaient, au trajet qu’ils pouvaient parcourir à pied et à dos d’âne . . .” Cette explication est quelque peu condescendante: il faut se souvenir que certains harkis se trouvaient parmi les anciens d’Indochine (les Algériens étaient d’environ la moitié des 122,920 soldats de l’Afrique du

²⁴ Je n’aborde pas le sujet dans cette communication, mais j’ai des doutes sur notre compréhension de l’origine de la théorie de la guerre contre-révolutionnaire en Algérie. Dans un récit commun, Charles Lachéroy, pris dans un sort de *satori* (éclaircissement soudain) après les études du maître Mao et de la réalité sur le terrain en Indochine, se rend conscient de la vraie nature de la guerre révolutionnaire, et après le *satori*, donne les discours aux militaires, qui adoptent les thèses de la théorie contre-révolutionnaire. (Parfois on attribue le *satori* à Trinquier . . .). Mais l’origine de la théorie de la guerre contre-révolutionnaire est à la fois plus banale et plus complexe: la pratique de la guerre à la Lyautey et Galliéni (*tache d’huile*), la pacification sous les généraux Boyer de la Tour et Chanson en Cochinchine, les expériences de multiples officiers sur le terrain, le croisement entre la théorie et la pratique de la guerre révolutionnaire, connus de tous dans le 2ème Bureau en Indochine, et – finalement – l’institutionnalisation de ces savoirs dans l’armée française.

Nord en Indochine).²⁵ Ceci dit, l’auteur a raison de suggérer l’importance d’un sentiment d’attachement à sa propre "petite patrie" et à la défense de l’ordre dans son coin contre les "bandits".²⁶ On peut ajouter un autre élément, suggéré par Mohammed Harbi dans le contexte d’une discussion sur la question berbère: la réalité du régionalisme et "la fragilité de l’identité nationale" algérienne.²⁷

Il y a une autre raison derrière l’engagement harki: la réalité de la violence. Hartreux suggère que "plutôt que de faire de l’engagement des supplétifs une réponse à la violence du FLN, on pourrait le considérer comme une réponse à la violence générale de la guerre."²⁸ Dans cette optique, les paysans devenaient des harkis pour se protéger contre les maquisards et contre "des exactions et les pressions de l’armée française."²⁹ La question que je pose – une question née, peut-être de l’ignorance des situations dans les différentes *wilayas* – est de savoir si cette analyse n’est pas trop "équilibrée" et trop généralisatrice. Comme nous savons dans l’étude de la guerre civile, la répartition de la violence en temps de guerre est souvent très localisée.³⁰ On peut trouver qu’un village est brûlé, alors qu’un village voisin est épargné. Pour comprendre cette répartition géographique, on doit avoir une connaissance accrue des dynamiques locales: ce qui manque, me semble-t-il, dans les études que j’ai consultées sur la guerre.

Conclusion:

Quand je me suis mis à écrire cette communication, j’ai voulu commencer en citant François Furet, qui, en parlant de notre approche à la Révolution française, a sagement remarqué:

Pour comprendre la Révolution, encore faut-il, d’une certaine manière, l’accepter: mais, précisément, tout est dans la manière. Les plus grands historiens de la première moitié du XIXe siècle sont encore hypnotisés par l’événement qui a dominé leur vie; mais aucun d’entre eux, ni Guizot, ni Michelet, ni bien sûr Tocqueville ne se croient pour autant autorisés à le considérer comme familier, «normal», facile à comprendre. Au contraire, c’est l’étonnement devant l’*étrangeté* du phénomène qui constitue la détermination existentielle de leur œuvre historique.³¹

²⁵ Michel Bodin, *La France et ses soldats, Indochine, 1945-54* (Paris: Harmattan, 1996), 7.

²⁶ Hautreux, *Guerre*, 232.

²⁷ Mohammed Harbi, *Le FLN: Mirage et réalité* (Paris: Jeune Afrique, 1980), 193.

²⁸ Hautreux, *Guerre*, 234.

²⁹ Hautreux, *Guerre*, 234.

³⁰ Voir, par exemple, le livre de Stathis Kalyvas, *The Logic of Violence in Civil War*.

³¹ François Furet, « Le catéchisme révolutionnaire », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations* (26e année, N. 2, 1971), 257.

J'ai voulu commencer avec cette observation parce que «l'étonnement devant l'étrangeté du phénomène » est -- ou doit être -- le leitmotiv de tout travail historique sur les sociétés en crise ou traversant une mutation historique. Or, mon article est davantage axé sur les Français qui ont engagé ces supplétifs, et moins sur « l'étrangeté du phénomène » des supplétifs qui se trouvaient, de gré ou de force, aux côtés de la France. La raison pour cette lacune dans mon analyse, je crois, est simple : nos histoires sur ces deux guerres manquent assez d'études situées à l'échelle locale ou régionale, et c'est à ces échelles que nous devons comprendre les engagements des supplétifs.

Certaines questions restent à résoudre. Par exemple, dans l'étude de la première guerre d'Indochine, même si on trouvait beaucoup de vietnamiens, il est évident que les minorités ethniques et religieuses occupaient une place disproportionnée au sein des supplétifs. Pour l'Algérie, par contre, je n'ai pas rencontré d'analyse de l'origine sociale des supplétifs, même dans le livre récent de François-Xavier Hautreux sur les harkis. Est-ce un sujet tabou? Il est évident -- selon certaines sources d'information sur l'internet -- que certains Algériens (ou Français d'origine algérienne) croient que la majorité des harkis était d'origine Kabyle.

Or, si la comparaison entre les supplétifs en Indochine et en Algérie reste à achever, cette analyse préliminaire expose les limites des analyses axées sur une compréhension simpliste du nationalisme et des guerres de libération. En Indochine et en Algérie, la paysannerie se trouvait coincée entre groupes nationalistes algériens quand les luttes fratricides éclatèrent. En Cochinchine, le Việt Minh, dirigé par les communistes, lança des attaques d'envergure contre les Hòa Hảo, Cao Đài, et Binh Xuyên, tous nationalistes (même xénophobes) antifrançais. Le résultat était la reconfiguration des forces armées du delta, quand les Français ont réussi à établir une collaboration délicate entre ces forces nationalistes (mais anticommunistes) et l'armée française. En Algérie, l'armée française a profité d'âpres conflits entre l'ALN et les messalistes, comme en Kabylie. Il incombe, donc, dans nos travaux sur la guerre, de ne pas cacher ou minimiser ces luttes internes des nationalistes, et d'essayer de les comprendre dans leurs cadres locaux. Les guerres d'Algérie et d'Indochine étaient, en même temps, guerres civiles et guerres de libération nationale. Et c'est justement ce double visage de la guerre qui pourrait expliquer l'engagement des supplétifs aux côtés de la France.